

## **Pour l'Élysée, un cursus, c'est comme un produit de luxe.**

*Entretien réalisé par Olivier Chartrain pour l'Humanité.*

*Selon Pierre Ouzoulias, sénateur, des Hauts-de-Seine, le chef de l'État ne se soucie que de la préservation des élites. Un projet émancipateur et démocratique pour l'enseignement supérieur implique d'assurer la réussite de toutes et tous.*

**Olivier Chartrain :** Faut-il s'étonner des déclarations d'Emmanuel Macron devant France Universités ?

**Pierre Ouzoulias :** Oui et non... On y retrouve l'essentiel de son programme de 2017 : un projet de transformation néolibérale de l'université, que Frédérique Vidal a appliqué de façon scrupuleuse pendant cinq ans. C'est un échec absolu, qui a conduit l'enseignement supérieur dans une situation catastrophique. À commencer par la précarité des étudiants, source de souffrances terribles, et bien entendu la faiblesse structurelle du financement des universités. Cela fait dix ans que le budget moyen par étudiant baisse chaque année, il est aujourd'hui l'un des plus bas de l'Union européenne. Le président prend-il en compte cet échec patent ? Non. Il revient de façon dogmatique à son programme de 2017. En fait, l'université ne l'intéresse pas. Comme pour beaucoup des membres des élites françaises, ce qui lui importe, c'est que celles-ci continuent à se perpétuer grâce aux grandes écoles. L'université, ça ne compte pas.

**Olivier Chartrain :** Pourtant, Frédérique Vidal répète qu'on n'a jamais autant investi dans l'enseignement supérieur...

**Pierre Ouzoulias :** C'est complètement faux. Le budget moyen par étudiant a baissé sous ce quinquennat, comme sous le précédent. Il y a entre 40 000 et 45 000 nouveaux étudiants chaque année. Pour les accueillir, il aurait fallu construire deux universités par an : pas une seule ne l'a été. Les établissements n'arrivent plus à faire face à cette montée du nombre d'étudiants.

**Olivier Chartrain :** Peut-on faire un lien avec l'exigence de professionnalisation des formations ?

**Pierre Ouzoulias :** C'est un enseignement supérieur à plusieurs niveaux que l'on voit poindre. Au niveau supérieur, les grandes écoles : on ne regarde pas à la dépense et on ne parle jamais d'employabilité, au contraire, il s'agit de donner une culture générale la plus vaste possible. Ensuite, il y a les universités qui fusionnent pour affronter la compétition internationale : celles-là, on les finance. Et puis il y a les sous-universités, dont on exige qu'elles adaptent leur offre pédagogique aux demandes du marché. C'est absolument contraire à l'idée de l'université républicaine, où l'enseignement supérieur a pour but l'émancipation, individuelle et sociale, pour tous, sur tout le territoire. Avec un objectif : permettre à une classe d'âge d'atteindre le plus haut niveau de formation possible. Le projet libéral, c'est, à l'inverse, de sélectionner l'élite en organisant la concurrence de tous contre tous. C'est Parcoursup : on parle d'égalité des chances, jamais d'égalité des droits. C'est à chacun de se faire le promoteur de sa propre réussite. Sauf que ceux qui réussissent le mieux dans ce système sont ceux qui en ont déjà les clés : les classes sociales supérieures. Même l'inspection générale de l'éducation nationale l'a reconnu : les déterminismes sociaux faussent les chances dès le début.

**Olivier Chartrain :** Emmanuel Macron est revenu en arrière sur ses déclarations...

**Pierre Ouzoulias :** Quand toute la société française est choquée par l'image des étudiants qui font la queue aux soupes populaires, qui peut admettre qu'on dise que la solution, c'est l'augmentation des droits d'inscription ? C'est invendable ! La crise sanitaire a permis une prise de conscience de la situation des étudiants. Macron ne veut pas le voir, pour lui, un cursus, c'est comme un produit de luxe : plus il est cher, plus il a de la valeur... Le précédent de « Bienvenue en France » le prouve, en appliquant déjà ce principe aux étudiants hors Union européenne.

**Olivier Chartrain :** Comment remédier à la précarité étudiante ?

**Pierre Ouzoulias :** Il faut d'abord affirmer un projet : jamais nous n'avons été confrontés à des enjeux tels que le changement climatique et environnemental. La seule façon de s'en sortir, c'est d'investir massivement dans la connaissance, la recherche, l'éducation. C'est une priorité absolue, fondamentale. Donc, il faut mettre de l'argent. Le Conseil d'analyse économique, qui n'est pas une officine de gauchistes, a montré qu'il faut entre 5 et 8 milliards d'euros pour accueillir les étudiants qui arrivent. Cet investissement peut parfaitement être financé par un grand emprunt national : on sait que chaque euro investi dans l'enseignement supérieur et la recherche entraîne des bénéfices au moins équivalents.

**Olivier Chartrain :** Comment permet-on à tous ces jeunes de vivre pendant leurs années d'études ?

**Pierre Ouzoulias :** Si on veut qu'un étudiant réussisse, il faut se soucier, avant même la pédagogie, des conditions matérielles de son cursus : logement, alimentation, santé. Si la nation veut qu'une classe d'âge aille le plus haut possible dans son cursus, alors elle fait confiance à cette jeunesse et lui assure les moyens matériels d'y parvenir. Ce n'est ni un salaire ni une aide sociale : c'est une aide à la réussite, un engagement de l'État pour permettre à chacune et chacun d'aller au bout de ses ambitions.

**Olivier Chartrain :** Faut-il supprimer Parcoursup ?

**Pierre Ouzoulias :** Malheureusement, je pense que nous n'avons même plus la possibilité de le faire dès la première année de mandat. Si on le fait, la sélection se fera sur la capacité à dormir dans la rue pour obtenir les premières places... En revanche, il faut, dès la première année de mandat, une loi de programmation qui dise : « Dans les cinq ans, je m'engage à créer tant de places dans l'enseignement supérieur. » On doit aussi restaurer le bac professionnel en quatre ans, afin d'assurer la poursuite d'études de ces jeunes. Enfin, il faut promouvoir l'autonomie pédagogique et scientifique des universités, les sortir de la vision utilitariste de Macron, qui veut faire entrer les entreprises dans les universités pour leur dicter ce qu'elles doivent faire en fonction de leurs besoins.